

CITIZEN

KLIMA

Die Reduktionsziele einhalten

Martina Holbach / Koordination Votum Klima

Votum Klima appelliert in einem offenen Brief die Luxemburger Regierung dazu auf, sich an ihr Versprechen bezüglich der Treibhausgas-Reduktionsziele zu halten.

Sehr geehrter Herr Staatsminister, sehr geehrte MinisterInnen,

In diesen Tagen wird die Luxemburger Regierung ihre Position bezüglich der europäischen Klimaschutzziele mit Hinblick auf den kommenden EU-Umweltministerrat Ende Juni festlegen. Dabei geht es im Wesentlichen um die Frage, ob die EU ihre Treibhausgas-Reduktionsziele bis 2020 unilateral von minus 20 % auf minus 30 % im Vergleich zu 1990 erhöhen soll.

Die in der Initiative „Votum Klima“ zusammengeschlossenen Organisationen⁽¹⁾ appellieren hiermit erneut an Sie, zu unserer Verantwortung für den Klimawandel zu stehen und eine solche Erhöhung der EU-Reduktionsziele zu unterstützen.

Die Treibhausgasemissionen innerhalb der Europäischen Union liegen bereits heute um mehr als 17 % niedriger als im Jahr 1990⁽²⁾. Ein Festhalten an einem Reduktionsziel von minus 20 % bis 2020 würde daher quasi den Stillstand für den europäischen Klimaschutz für die kommenden 10 Jahre bedeuten.

Die Notwendigkeit verstärkter Klimaschutzanstrengungen und deren Vorteile für die Zukunft Europas sind offensichtlich: Klimaschutz ist der Motor für die Modernisierung der EU-Wirtschaft, für direkte Investitionen und Innovationen in Bereichen mit hohem Wachstums- und Arbeitsplatzpotential.

Die EU-Kommission hat bereits 2010 in einer Studie⁽³⁾ die Vorteile eines verstärkten Klimaschutzes für Europa beschrieben: Die technische Innovation und die Wettbewerbsfähigkeit Europas werden gestärkt. Hunderttausende neuer Arbeitsplätze werden entstehen. Der Energieverbrauch, die Kosten und die Abhängigkeit der europäischen Wirtschaft von immer teurer werdenden fossilen Brennstoffen und die Kosten für Luftreinhaltung und Gesundheit werden verringert werden.

Nicht zuletzt ist ein solcher Schritt notwendig, damit die langfristigen Klimaschutzziele eingehalten werden

können. Ein EU-Reduktionsziel von lediglich 20 % bis 2020 ist nicht im Einklang mit den aus wissenschaftlicher Sicht notwendigen Reduktionen bei den Treibhausgasemissionen. Damit die globale Temperaturerhöhung von 2°C nicht überschritten wird, müssen die Industrienationen bis 2020 ihre Emissionen um mindestens 40 %, bis 2050 sogar um 95 % reduzieren. Selbst bei einem Temperaturanstieg von 2°C schätzen die Vereinten Nationen, dass bis 2050 mehr als 200 Millionen Menschen ihre Dörfer, Städte, Inseln oder Landstriche verlassen müssen, dass 30 Millionen Menschen mehr an Hunger leiden werden und dass zwei bis drei Milliarden Menschen keinen Zugang zu sauberem Wasser haben werden.

Im März dieses Jahres haben sich die Umweltminister von sieben EU-Staaten⁽⁴⁾ für eine bedingungslose Erhöhung der EU-Klimaschutzziele ausgesprochen. Auch die im März von der EU-Kommission vorgestellte „EU Roadmap 2050“ belegt die Vorteile eines solchen Schrittes für Europa. Wir stellen mit großer Sorge fest, dass Luxemburg sich im Rahmen der europäischen Klimaschutz-Diskussionen bislang nicht für diese weiterreichenden Klimaschutzziele ausgesprochen hat.

Votum Klima möchte an dieser Stelle daran erinnern, dass der Premierminister uns anlässlich einer Unterredung Ende Januar 2010 versicherte, dass Luxemburg eine Erhöhung des EU-Reduktionsziels auf minus 30 % bis 2020 unterstützen wird. In diesem Sinne appellieren wir an die gesamte Regierung, sich bei den Verhandlungen auf EU-Ebene für eine unilaterale Erhöhung der europäischen Klimaschutzziele von minus 20 % auf mindestens minus 30 % bis 2020 einzusetzen.

⁽¹⁾ 29 Organisationen

⁽²⁾ Europäische Umweltagentur

⁽³⁾ Analysis of options to move beyond 20 % greenhouse gas emission reductions and assessing the risk of carbon leakage Communication from the Commission to the Council, the European Parliament, the European Economic Committee and the Committee of the Regions, 26 May 2010

⁽⁴⁾ Großbritannien, Schweden, Dänemark, Deutschland, Spanien, Griechenland, Portugal

SHORT NEWS

Prison ou Club Med ?

Une chose est sûre, le nouveau centre de rétention au Findel va retenir notre attention pour longtemps encore. Déjà, avant même qu'il n'ouvre ses portes, il se trouve au centre d'une polémique qui oppose la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et la direction du futur centre. Après avoir visité le chantier, le secrétaire de la LDH, Serge Kollwelter, avait exprimé de vives critiques concernant notamment la taille des cellules, le mobilier très minimaliste, l'aspect très prison de l'architecture ainsi que le fait que la cour intérieure ne dispose même pas de bancs pour s'asseoir - apparemment la direction craint que ceux-ci ne soient utilisés par les « retenu-e-s » de se faire la belle. Réagissant à ces propos, le directeur du centre de rétention, Fari Khabirpour, a tout simplement nié les reproches de la LDH en invoquant notamment que les cellules correspondaient aux normes internationales et que des bancs étaient commandés. Selon lui, le centre ne serait pas une prison, mais un « centre fermé » et son équipe allait tout mettre en oeuvre pour travailler avec les personnes, pour éviter qu'ils ne soient évacués de force par la police le jour où elles devront rentrer dans leur pays. En tout cas, si le dialogue de sourds commence déjà avant l'ouverture, le centre de rétention a encore de beaux jours devant lui.

Les faubourgs en campagne

L'association Inter-Actions Faubourgs s'invite dans la campagne des élections communales qui auront lieu au mois d'octobre de cette année. L'asbl a été fondée en 1979 dans le quartier populaire du Grund afin d'y effectuer du travail social communautaire. Ainsi, l'association prévoit des initiatives dans les quartiers populaires de la capitale que sont le Grund, Clausen, Bonnevoie et Gare, mais aussi dans la ville de Dudelange, notamment dans le quartier Italie. Les initiatives seront diverses. Elles seront portées par des « multiplicateurs », formés par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (Olai) dans le cadre de la campagne nationale d'information et de sensibilisation « Je peux voter » qui est destinée à inciter les ressortissant-e-s non luxembourgeois-e-s à s'inscrire sur les listes électorales. Tout commence d'ailleurs dès ce vendredi : une soirée à thème à l'occasion de la Fête des voisins avec grillade ouverte aux parents des enfants fréquentant la maison-relais du quartier de la Gare aura lieu dans les locaux de la maison-relais Pinocchio. Mais cela ne s'arrêtera pas là : la distribution de journaux, l'organisation de conférences avec les partis politiques ou des inscriptions groupées lors de la journée porte ouverte dans les communes le 18 juin, feront entre autres partie des éléments de cette vaste campagne.

Libye : coût hélicoïdal

Début mai, le ministre de l'armée française a expliqué que l'intervention en Libye ne coûtait pas plus cher que l'« opération de paix » en Afghanistan. On en était alors à un surcoût de 53 millions d'euros pour 44 jours d'intervention, comme le relève le blog spécialisé www.marianne2.fr/blogsecretdefense. Depuis, les opérations se sont intensifiées : la semaine dernière, la marine française a ouvert le feu au canon sur des cibles terrestres, ce qui l'a obligé à se rapprocher de la côte. Avec l'intervention d'hélicoptères, révélée il y a quelques jours, on glissera encore un peu plus vers l'intervention au sol. La dangerosité et le coût de l'opération en Libye va sans doute évoluer en conséquence. En effet, alors que les bombardiers volent à des altitudes de 5.000 mètres et plus, les hélicoptères opèrent à basse altitude. La destruction d'un de ces appareils, suite à une attaque ou à un accident, représenterait un coût de plusieurs dizaines de milliers d'euros. Au-delà des soucis du ministre français, relevons qu'en intensifiant l'intervention, les puissances européennes malmènent toujours plus le droit international et finissent par ressembler aux Etats-Unis lors de leur intervention néo-coloniale en Irak.